Ecolo et Défi claquent la porte au CDH et au PS

■ Les discussions autour de l'avenir du réseau officiel d'enseignement sont difficiles.

C'est un dossier aussi "chaud" que fondamental pour la suite du Pacte d'excellence.

Depuis quelques semaines, le gouvernement PS-CDH de la Fédération Wallonie-Bruxelles a entamé un round de discussions avec les partis de l'opposition pour rédiger un décret relatif à l'avenir du réseau d'enseignement officiel de la Fédération Wallonie-Bruxelles – le réseau WBE. Celui-ci est en effet en très mauvaise santé, mais a également pour pouvoir organisateur le ministre de l'Education. Ce ministre est donc à la fois pouvoir régulateur de tous les réseaux, et pouvoir organisateur de ce réseau WBE. Pour l'ensemble des acteurs de l'enseignement, il y a là un conflit d'intérêt, un statut "de juge et partie" auquel il faut mettre fin. Ce dossier est même devenu une condition sine qua non à la mise en place des autres volets du Pacte.

La difficulté, pour la majorité, est que pour modifier cet état de fait, le décret devra être voté à la majorité des deux tiers. PS et CDH ont donc besoin du MR.

Pyramidal et politique

Alors que plusieurs réunions ont eu lieu sur la base de notes, les partis se retrouvaient pour la première fois ce mercredi autour d'un réel avant-projet de décret. Coup de théâtre cependant, au cours de la matinée, Ecolo et Défi ont claqué la porte et quitté la table.

"*Je ne vois pas en quoi le projet de la majorité permettra de mettre fin aux conflits d'intérêts, et de donner un souffle nouveau au réseau*, regrette Barbara Trachte (Ecolo). *La structure projetée est très pyramidale, ce qui est contraire à l'esprit du Pacte qui souhaite un enseignement davantage ancré dans le terrain, et, surtout, les administrateurs de ce futur réseau seront des politiques et représentatifs de l'importance des groupes politiques. On ne coupe donc pas le cordon entre ce réseau et le gouvernement, alors qu'on aurait pu y intégrer des spécialistes et des représentants du terrain. On sent la patte socialiste. Comme la majorité ne donnait pas de gages d'évolutions, on a quitté la table.*"

Le MR, qui s'abstient de tout commentaire, semble faire l'hypothèse inverse et croit pouvoir faire évoluer le dossier en sa faveur. Dans les rangs de la majorité, on répète que la volonté est d'aboutir au plus vite pour faire avancer le Pacte, et on se réjouit sans le dire de n'avoir plus que trois acteurs autour de la table pour faire progresser les négociations. Quoi qu'il en soit, c'est le décret final qui déterminera si les inquiétudes d'Ecolo et de Défi étaient fondées.

BdO